

Capitalisation sur l'expérience du Code Rural au Niger

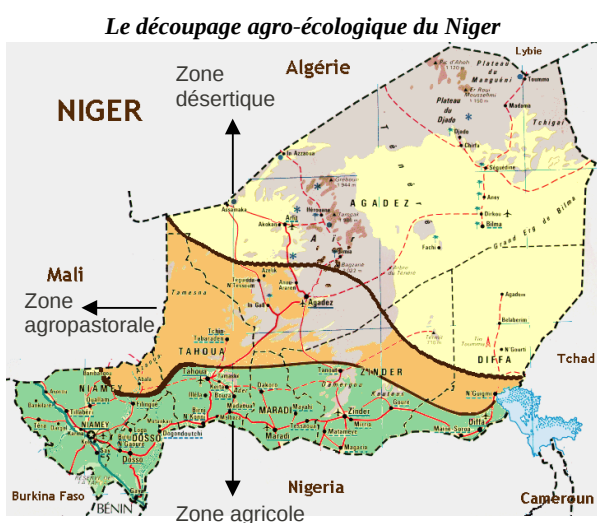
Fiche n°1 : Présentation du Niger

Présentation générale : le Niger en chiffres

Une démographie impressionnante
Population totale : 15 878 271 habitants (2010) Indice de fécondité : 7,75 enfants par femme (2009) Taux de croissance démographique : 3,3% Taux de la population totale ayant moins de 15 ans : 49,6% (2009)
Un niveau de développement particulièrement bas
PIB/hab par habitant en dollars US valeur PPA: 700 (2008) IDH : 0.340 (182ème et dernier au classement mondial en 2007) Taux de la population vivant avec moins de 1 / moins de 2 dollar par jour : 62,1% / 86% Taux de mortalité infanto-juvénile (<5 ans) : 253‰ (OMS 2008) Taux d'analphabétisme h/f (15-24 ans) : 72,2% / 88,4% Espérance de vie à la naissance h/f : 42/43 ans, en recul (OMS 2008) Taux de population ayant accès à l'eau potable : 46%
Une économie basée sur l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles
Part du PIB agricole dans le PIB total : 39% Population active agricole : 86,9% Taux de population vivant en milieu rural : 83,7%

Le Niger : un pays sahélien essentiellement rural

Le Niger est un pays sahélien enclavé d'Afrique occidentale. Il est limité au nord par l'Algérie et la Libye, à l'est par le Tchad, au sud par le Nigeria et le Bénin, et à l'ouest par le Burkina Faso et le Mali. Il recèle de ressources naturelles diverses, essentiellement minières, dont beaucoup demeurent inexploitées. Le pays tire la plupart de ses revenus de l'exportation de l'uranium : de vastes gisements sont exploités dans le nord, à Arlit et à Akouta¹. Des phosphates sont extraits dans la vallée du Niger, ainsi que du charbon et de l'étain. Le sel fait l'objet d'une exploitation traditionnelle près d'Agadez, à Bilma, et sur les bords du lac Tchad. On trouve également du fer, du cuivre, et on a découvert des traces de pétrole à la frontière libyenne.



Le Niger reste néanmoins l'un des pays les plus pauvres du monde. Son économie repose essentiellement sur l'agriculture vivrière et sur l'élevage. Près de 84% de la population vit en milieu rural en 2010, et le secteur primaire emploie près de 87% de la population. L'élevage constitue la deuxième source de revenus du pays, après l'exploitation de l'uranium. L'agriculture vient en troisième position.

Superficie nationale : 1 267 000 km²

Zone désertique = 65 %

Zone agropastorale = 20 %

Zone agricole = 15 %

L'agriculture se pratique dans la zone Sud, qui correspond à 15% du territoire national, mais regroupe près des trois quarts de la population totale. Dans sa grande majorité, l'agriculture nigérienne se pratique sur de petites exploitations

¹ Entre autres par la société française Areva.

familiales sans recours à la mécanisation, parfois en traction attelée, la plupart du temps manuellement. La taille moyenne des exploitations agricoles est de 5 ha pour environ 12 personnes, dont 6 actifs agricoles. Le mil, le sorgho, le manioc, les haricots et le riz (ce dernier dans les zones de décrue du fleuve) sont destinés à la consommation locale. Les rendements moyens sont de 411 Kg/ha pour le mil et de 290 Kg/ha pour le sorgho en 2009. Sur les quelques 2,7 millions d'hectares de terre arable, seuls 40 000 sont irrigués, ce qui limite de fait les cultures de contre-saison et impose la dépendance à la pluviométrie. L'agriculture de rente (arachide, coton) est spécifique à la région méridionale, plus arrosée. Les arachides, qui connaissent un rendement de 431 kg/ha, sont la principale culture d'exportation.

L'élevage, qui se pratique dans les parties arides et semi-arides, s'étend sur toute la zone nord du pays. En 2006, le cheptel comptait 2,4 millions de bovins, 4,9 millions d'ovins, 7,7 millions de caprins, 439 000 camélidés et 106 000 chevaux, mais il peut varier fortement d'une année à l'autre en fonction des conditions climatiques. Environ 75% du bétail est élevé selon un mode nomade et transhumant, caractérisé par une forte mobilité des hommes et des troupeaux, y compris transfrontalière. Les éleveurs sont guidés par la recherche d'eau et de pâturages naturels, qui constituent l'essentiel de l'alimentation du cheptel. Ce sont donc les pluies qui déterminent les déplacements et les stations, à petite comme à grande échelle.

De grands défis à relever pour l'avenir

Le système politique nigérien s'est révélé particulièrement instable depuis 50 ans, pour des raisons à la fois historiques et économiques. Comme les autres pays de la sous-région, le Niger a subi les conséquences d'un processus de décolonisation rapide, complexe et déstructurant qui, malgré son apparence pacifique, a maintenu les anciennes colonies dans une situation de dépendance vis à vis des anciens colons et des institutions internationales². Le système politique hérité de la colonisation, sans adaptation aux situations locales, s'est révélé incapable d'assurer la stabilité des États nouvellement indépendants, de faire respecter les droits fondamentaux des populations et d'œuvrer pour un développement harmonieux des États et des sociétés.

Brève histoire politique du Niger

Après 38 ans de colonisation française, le Niger devient indépendant en 1960. Le premier président, Hamani Diori, est élu par l'Assemblée nationale et reste au pouvoir jusqu'au coup d'état militaire de 1974. Le Niger est alors gouverné par le Conseil Militaire Suprême, dirigé par Seyni Kountché. Son action politique est centrée autour du redressement économique suite à la sécheresse et à la crise alimentaire de 1973 ainsi qu'à la poursuite de la coopération avec la France, notamment en matière d'exploitation de l'uranium.

A sa mort en 1987, le pays entame une période de transition. Une nouvelle constitution, votée en 1989, ramène les civils au pouvoir mais dans le cadre d'un parti unique, le Mouvement National pour la Société de Développement (MNSD). Suite à une forte instabilité politique, l'armée reprend toutefois le pouvoir en 1996. En 1997/98 les cours de l'uranium chutent, provoquant une grave crise économique et politique qui aboutira à l'assassinat du président en 1999. Son successeur est nommé chef de l'État par un Conseil de Réconciliation Nationale composé uniquement de militaires. L'armée promet de rendre le pouvoir aux civils et prévoit d'organiser un référendum constitutionnel et des élections libres mais interdit les partis politiques.

En Novembre 1999, Mamadou Tandja, ex-militaire et leader du MNSD, est élu à la tête du pays pour un mandat de 5 ans. Sa politique est essentiellement basée sur le « programme spécial du Président de la République », qui a pour principal objectif l'autosuffisance alimentaire du pays. Fortement contesté après avoir tenté de modifier la constitution pour conserver le pouvoir suite à ses deux mandats consécutifs, il est renversé par un nouveau coup d'État en Février 2010. Les putschistes installent un « Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie » (CSRD) et suspendent la Constitution de la sixième République. La junte promet d'assainir le système politique nigérien, de lutter contre la corruption, de mettre en place les conditions nécessaires au développement durable et à la bonne gouvernance du pays, ainsi que d'organiser des élections avant Février 2011 pour remettre le pouvoir aux civils. Elle se rend elle-même inéligible pour ces prochaines élections.

² Le gouvernement nigérien dépend largement de l'aide bilatérale et internationale pour ses dépenses de fonctionnement et les investissements publics. Il bénéficie de prêts importants de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International, notamment au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, ainsi que de l'initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés.

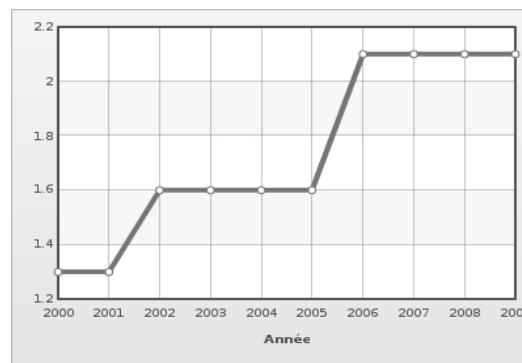
L'endettement du Niger et des autres pays de la sous régions, ajouté à la corruption généralisée et aux maigres retombées de l'exploitation des ressources (le plus souvent gérée par des entreprises du Nord) ont précipité ces pays dans la dépendance à l'aide internationale.

Au Niger, la dette publique atteint près de 18% du PIB en 2009 et la dette extérieure s'élève à plus 2 milliards de dollars US. Le service de la dette atteint 10% des biens et des services du pays en 2007 et représente près de 30% des dépenses de l'État³. Parallèlement, l'Aide Publique au Développement atteint 542 millions de dollars en 2007, soit 13% du revenu national brut nigérien.

Aux premiers rangs des grands défis qui se posent aujourd'hui au Niger figurent donc, bien sûr, la construction d'un véritable système démocratique adapté aux enjeux et aux difficultés du pays, la construction d'une plus forte indépendance financière, mais aussi la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire chroniques.

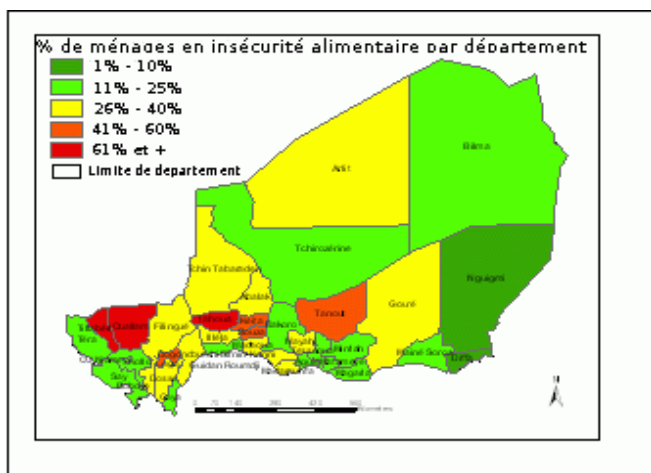
Malgré l'importance des activités agropastorales, 32% de la population nigérienne vit aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire, dont la moitié fait face à une insécurité alimentaire sévère⁴. Ce sont les ménages qui pratiquent

Niger - Dette extérieure (en milliards de dollars US)



Source : Indexmundi

l'agriculture vivrière ou le petit élevage qui, paradoxalement, sont les plus touchés. La production céréalière nette par personne atteint 160 kg par an, contre un besoin de 250 kg, soit un déficit annuel net de 36% des besoins céréaliers globaux. Cette production est qui plus est très dépendante du climat, et donc fluctuante. La forte croissance démographique (3,3% par an, l'un des taux de croissance les plus élevés du monde) exacerbe les conflits fonciers et le risque d'insécurité alimentaire pour une grande partie de la population. La réduction des surfaces agricoles utiles par habitant et, en conséquence, l'abandon de la jachère, entraînent une dégradation des sols et une baisse des rendements agricoles, ainsi qu'une lente avancée du front agricole sur les zones réservées à l'élevage, ce qui multiplie les conflits entre éleveurs et agriculteurs, mais aussi entre agriculteurs et entre éleveurs eux-mêmes. De plus, les crises écologiques



Niger - Taux d'Insécurité alimentaire en 2008 Source : USAID

successives, et notamment les grandes sécheresses de 1973/1974, 1984/1985 et 2004/2005 ont rajouté une pression supplémentaire sur les terres et les ressources naturelles. En outre, la sécheresse influence le déplacement des troupeaux qui, à la recherche d'eau et de pâturage, ont tendance à redescendre de plus en plus tôt vers le Sud, provoquant des dégâts dans les champs avant les récoltes, et aggravant encore les tensions dans le monde rural.

Dans ce contexte, et à défaut de pouvoir réellement influencer l'évolution démographique, l'une des principales urgences pour sortir de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire au Niger consiste donc à favoriser une politique de développement rural et agricole concertée, ainsi qu'à sécuriser les droits des petits agriculteurs et des pasteurs sur les terres et les ressources naturelles.

C'est ce constat qui a dicté la nécessité d'établir le Code Rural du Niger, objet de ce dossier pédagogique.

³ Chiffres du CDATM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde).

⁴ Chiffres tirés d'une enquête conjointe de l'OMS et de l'USAID.